

Bisesero, hanté par « les tu

Traumatisme.

Ce village d'altitude fut le théâtre d'un effroyable massacre.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
GUILLAUME PERRIER

Bisesero se mérite. Entre une et quatre heures sont nécessaires pour gravir la piste qui monte depuis Gishyita vers le sommet des collines, à près de 2 000 mètres d'altitude. Tout dépend de la quantité de pluie qui s'est abattue sur la terre ocre de l'ouest du Rwanda, de la profondeur des ornières et des obstacles inopinés qui bloquent le passage des motos et des pick-up. Alors quand, après moins de deux heures de progression entre les collines verdoyantes et les plantations de thé, le mémorial du génocide de 1994 et son chemin de croix inachevé se détachent en haut de la colline de Nyamkomo, c'est le signe d'une journée plutôt faste.

Avant notre arrivée au village, deux silhouettes longilignes sortent des champs. Deux hommes remontent le chemin, appuyés sur un long bâton de berger. Ils portent des bottes de caoutchouc, un costume – veste et pantalon dépareillés – et un borsalino de feutre, comme la plupart des éleveurs tutsis de la région. L'un d'eux a ajouté à sa panoplie un ciré jaune sans manches. Au village de Bisesero, comme ailleurs dans le pays, il existe deux types de Rwandais. Ceux qui sont nés avant le génocide de 1994, avant l'extermination, en trois mois, de près de



1 million de Tutsis et de Hutus qui ont refusé d'en être complices. Et ceux qui sont venus au monde après, soit deux tiers de la population. Edmond, qui tient un panier, et son compère Faustin, chevelure et barbe blanches, font assurément partie de la première catégorie. Tous deux sont nés en 1963, un an après l'indépendance du Rwanda, une ancienne colonie allemande puis belge. Ils

Miraculés. Faustin Ngarambe et Edmond Ngendahimana, survivants du génocide de Bisesero, village situé à l'ouest du Rwanda.

avaient 30 ans au printemps 1994. Ils racontent avoir survécu au génocide « *par miracle* ». « *Sur plus de 50 000 Tutsis [de Bisesero, NDLR], à peine un millier étaient encore vivants à la fin des trois mois d'horreur* », estiment-ils. « *J'étais encore solide, j'étais marié* », souligne le second.

En 1959, puis en 1962 et encore en 1963, les Tutsis de la région avaient déjà été pris pour cible.

MUSSA_UWITONZE/REA POUR « LE POINT »

eurs et les Français »



L'année de la naissance des deux camarades, 12 000 à 20 000 d'entre eux avaient été massacrés en décembre. Chaque fois, les Tutsis se cachaient dans les hauteurs. Ce fut de nouveau le cas en 1973, quand Juvénal Habyarimana, un Hutu, prit le pouvoir à Kigali à la suite d'un coup d'État. « C'est une histoire qui vient de loin », lance Faustin, qui se souvient des discriminations qu'il a subies dès l'école.

Le Rwanda indépendant a en effet perpétué une partie de l'héritage colonial. La distinction ethnique artificielle qui différenciait les éleveurs tutsis (14 %) des paysans hutus (85 %) a continué d'être inscrite sur les cartes d'identité. Ce n'est qu'après le génocide que la mention sera abolie. D'habitude, les tueurs hutus armés de machettes ne s'aventuraient guère jusqu'aux collines de Bisesero, réputées bien défendues. Cette région escarpée et isolée proche de la frontière congolaise servait de refuge, à chaque éruption de haine, à des milliers de Tutsis des environs. Le même réflexe opère encore en avril 1994, lorsque les milices génocidaires commencent à s'organiser. « Quand les tueries ont commencé, des policiers sont venus en groupe, nous avons résisté », se rappelle Edmond. Le bourgmestre de la commune voisine de Gisovu fait saisir les armes. « Nous n'avions pas d'armes, seulement des bâtons, des lances, quelques machettes, mais nous avons réussi à les chasser. Le deuxième jour, on les a repoussés jusqu'à l'axe routier principal et ils ne sont pas revenus tout de suite », souffle-t-il.

Les deux amis s'assoient sur un mur de pierres. Avant de reprendre son récit en kinyarwanda, la langue nationale, Edmond ôte son chapeau et se passe la main sur le crâne. Il prend une longue respiration. « Quelques jours après, ils sont venus avec des renforts, de Gitesi, de Gisovu... Ils ont tué beaucoup de gens. On était réfugiés sur la

colline de Muyira, en face du mémorial. On avait créé une sorte d'organisation, notre commandant s'appelait Amina Birara. Il nous a dit que nous allions mourir, tous. Alors autant mourir en se battant, en se mêlant à eux dès qu'on les voyait arriver. On ne voulait pas mourir comme des chèvres à l'abattoir. » Cette tactique du combat au corps-à-corps provoque des pertes, mais elle fonctionne. « Finalement, quand ils se sont rendu compte qu'il serait difficile de nous exterminer, ils ont fait venir le Rwanda entier : des gendarmes de Gisenyi, de Kibuye, des bus pleins de militaires, mais aussi l'un des grands tueurs qui s'appelait Obed Ruzindana, qui habitait près d'ici. Il y avait le directeur de l'usine de thé de Gisovu et le préfet de Kibuye, Clément Kayishema. En plus, les gens qui fuyaient vers le Congo passaient par ici pour venir nous tuer. Toute la Terre est tombée sur nous », raconte Edmond avec effroi.

Hutu Power. Le 6 avril 1994, l'avion du président Juvénal Habyarimana est abattu et donne aux extrémistes du Hutu Power le prétexte pour déclencher les tueries, planifiées de longue date. Sitôt la nouvelle parvenue jusqu'aux rives du lac Kivu, les autorités de la région entament les « préparatifs des massacres », comme le relatent les survivants de Bisesero. Le 7 avril, un homme d'affaires de Kigali décharge deux camions pleins de machettes que l'on distribue aux miliciens hutus, les Interahamwe. Puis le bourgmestre de Gisovu, Aloys Ndimbatu, ordonne de ratisser les maisons des Tutsis. Il reçoit l'appui de notables locaux – médecins, enseignants, commerçants –, comme Alfred Musema, le directeur de l'usine de thé, qui patrouillait dans les collines ■■■

« On ne voulait pas mourir comme des chèvres à l'abattoir. » Edmond Ngendahimana



■■■ avec son Pajero rouge chargé de miliciens. « Ils ont fait croire que nous étions des Inkotanyi, des rebelles, mais ils nous massacraient parce que nous étions tutsis », s'insurge Edmond, qui dit s'être caché dans la brousse pendant des semaines pour échapper aux assassins.

Le 13 mai, les massacres redoublent d'intensité. Une vaste opération est lancée contre les « insurgés ». Les miliciens s'acharnent. Chaque matin, ils partent « travailler » autour de Bisesero, traquer et découper les survivants. Les collines ne sont plus que des champs de morts. Des milliers de Tutsis qui se terrent dans des trous ou des grottes sont suppliciés. La terre est littéralement gorgée de cadavres. En 2022, des planteurs de thé ont encore découvert des dizaines de corps dans un charnier en terrassant une colline, juste au-dessous du mémorial.

Moins disert que son ami, Faustin prend la parole pour raconter comment il a survécu à l'année de ses 30 ans. « Mi-mai, le jour où ils sont venus pour exterminer tout le monde, je n'étais pas dans la grotte. Ils ont apporté tout le bois qui était dessus. Ils ont allumé le feu devant la grotte et ils y ont jeté des kilos de poudre de pi-

ment. Les gens sont morts asphyxiés, tous. Moi, j'ai survécu parce que j'avais décidé de ne pas entrer dans la grotte. J'étais à 300 mètres, mais ils ne m'ont pas vu », lâche-t-il en baissant les yeux.

Fantômes. Affamés, affaiblis, ils sont encore quelques milliers à refuser de mourir, à la fin du mois de juin 1994, lorsque les troupes françaises arrivent dans la région. Le 24 juin, les premières forces de l'opération Turquoise, votée par l'ONU deux jours plus tôt, prennent pied pour instaurer une zone protégée et y faire ces-



« C'est un chef milicien, il a tué ma sœur et mon frère, c'était mon professeur. » Un Tutsi

Massacre. Faustin Ngarambe (à g.) avait 30 ans au printemps 1994. Sur 50 000 Tutsis vivant dans la région, à peine un millier a survécu, se souvient-il. Le 27 juin 1994 (en haut), des rescapés tutsis sont repérés – sans être sauvés – par un détachement du CPA 10 de l'opération Turquoise.

Résistance. Le Centre commémoratif du génocide de Bisesero, édifié dans les collines, à près de 2000 mètres d'altitude. Le site symbolise la lutte des Tutsis, munis de lances.

ser les massacres. Le 26 juin, les soldats du commando parachutiste de l'air n° 10 (CPA 10) sautent de leur hélicoptère à Kibuye. Ils sont accueillis par les autorités locales, très impliquées dans la traque des Tutsis à Bisesero. Alerté par l'attitude des miliciens et par les échos des massacres, le lieutenant-colonel Jean-Rémi Duval, alias Diego, prend la tête, le lendemain, d'un détachement qui part en reconnaissance. Trois Jeep montent à Bisesero. Lorsqu'elles atteignent les lieux des tueries, en fin d'après-midi, elles sont assaillies par des fantômes en haillons, surgis des broussailles. Éric Nzabihimana se dresse devant les véhicules. « Je suis sorti de ma cachette, j'ai crié : « Au secours, on est pourchassés par des tueurs armés ! » Ils ne se sont pas arrêtés, j'ai été obligé de m'interposer », a raconté cet autre rescapé, en 2019, devant la justice française, saisie de l'affaire de Bisesero. Les militaires, accompagnés de plusieurs journalistes, s'arrêtent. « Nous leur avons montré des cadavres qui gisaient près de nous, qui saignaient. » Et puis l'un des Tutsis venus implorer la protection des Français sort subitement du groupe. « Il désigne le guide rwandais des soldats français », raconte le reporter du Figaro Patrick de Saint-Exupéry, qui a pris place dans l'une des Jeep de Duval. Il s'agit de Jean-Baptiste Twagirayezu, un enseignant recruté le jour même comme traducteur par les militaires. « C'est un chef des miliciens, il a tué ma sœur et mon frère,

MUSSA_UWITONZE/REA POUR « LE POINT » (X2) - JOSE NICOLAS/HANS LUCAS VIA AFP

c'était mon professeur», dénonce alors le jeune homme. Les Français n'ont pas de quoi bivouaquer pour la nuit et sont trop peu nombreux pour être dissuasifs. *« Pour l'instant, nous ne pouvons rien faire. L'important pour vous, c'est de survivre encore deux ou trois jours. On reviendra, on sait où vous êtes... »* leur lance Duval, selon le récit du journaliste.

Inaction française. Edmond aussi a assisté à cette scène avec les hommes du CPA 10. *« Quand les militaires français sont passés ici, l'enseignant qui était avec eux leur a fait croire que les maisons détruites étaient des maisons de Hutus tués par des Tutsis. Alors que c'était le contraire »,* se souvient-il. *« On leur a amené tous les blessés, ceux qui étaient en train de mourir. On les a suppliés de partir avec eux. Mais les Français nous ont dit qu'ils reviendraient dans trois jours pour nous sauver. Ils sont revenus trois jours plus tard, mais c'était trop tard. Dès qu'ils sont descendus, les tueurs sont revenus et ont massacré tout le monde. »* Lorsqu'un autre détachement du Commandement des opérations spéciales (COS), sous les ordres du capitaine de frégate Marin Gillier, revient le 30 juin, il n'y trouve plus qu'environ 800 survivants.

Les trois jours qui se sont écoulés ont été décisifs, et l'inaction de la France entre les deux dates reste, trente ans plus tard, l'une des plaies les plus profondes laissées par le génocide. Son ami Faustin ne fait *« aucune différence entre les tueurs et les Français de cette époque-là, ils étaient ensemble, ils cherchaient des rebelles »*. Edmond poursuit en triturant son chapeau : *« Quand on les a vus, on s'est dit : "Ça y est, on est sauvés." Mais ils ne nous ont pas sauvés, pis, ils nous ont exposés. Encore aujourd'hui, on a une dent contre eux. »* *« Les Français auraient pu arrêter le génocide, ressasse Faustin. Pourquoi n'ont-ils toujours pas demandé pardon ? Pourquoi sont-ils venus ici sans arrêter le génocide ? Pourquoi ? »* ■

La résilience à marche forcée

En 1994, Paul Kagame était déjà incontournable. Propulsé à la tête du Front patriotique rwandais (FPR) en 1990, alors qu'il a à peine 30 ans, il mène la guérilla depuis l'Ouganda voisin, où sa mère s'était réfugiée en 1960. À l'été 1994, ses troupes sortent victorieuses de la guerre civile contre le régime hutu et mettent fin au génocide des Tutsis. Nommé vice-président et ministre de la Défense, Kagame est élu chef de l'État rwandais en 2000, un poste qu'il n'a plus quitté ensuite, reconduit en 2003, en 2010 et encore en 2017 avec des scores qui ne souffrent aucune contestation. Depuis trente ans, le président rwandais dirige son pays d'une main de fer. En avril, c'est encore lui qui présidera les 30^{es} commémorations du génocide. Ses partisans es-

purgé leur peine. Des génocidaires ont retrouvé leur village, où les survivants côtoient parfois d'anciens tortionnaires sans que cela provoque de chaos. Après trente ans, les velléités des victimes de se venger de leurs bourreaux ont quasiment disparu. Les Tutsis qui ont survécu évoquent souvent la *« nécessité »* de reconstruire un pays stable. Pour rebâtir une nation, le gouvernement rwandais a aboli les distinctions ethniques favorisées par la colonisation et mentionnées sur les cartes d'identité. Depuis le génocide, la population a quasiment doublé. Officiellement, il n'y a plus de Tutsis ni de Hutus, uniquement des Rwandais. Officieusement, la tête de l'État et le haut commandement militaire restent aux mains d'une élite tut-

sie, composée en majorité d'anciens compagnons de route de Paul Kagame qui ont fait leurs armes en Ouganda. Mais l'administration et la société civile se sont aussi appuyées sur une nouvelle génération de Rwandais de la diaspora, revenus d'Europe ou des États-Unis pour participer à cette nouvelle ère. Dans un pays où deux tiers de la population sont nés après le génocide, la mémoire joue un rôle crucial. La mise en place, immédiatement après 1994, de



Souvenir. Le président rwandais Paul Kagame allume la flamme du Mémorial du génocide de Kigali, le 7 avril 2023.

timent que c'est son autorité incontestée qui a permis au Rwanda de ne pas s'effondrer après la tragédie.

À son crédit, le chemin parcouru est spectaculaire. Le Rwanda possède aujourd'hui l'une des économies les plus dynamiques du continent africain, avec une croissance annuelle moyenne de 7% au cours de la dernière décennie. L'armée nationale, dissoute après le génocide, a été reconstruite, professionnalisée, modernisée. La corruption a été éradiquée. La justice, saisie de plusieurs millions de dossiers, a fait son œuvre réparatrice. Les criminels ont été poursuivis et punis, la plupart ayant été aujourd'hui remis en liberté après avoir

tribunaux populaires «gacaca» pour juger les crimes et de commissions citoyennes pour trancher les litiges a impliqué la population dans le processus de réparation. Le récit mémoriel du génocide a été le ciment de ce Rwanda nouveau. Très vite, Kagame et son entourage ont compris l'importance de produire un récit clair et pédagogique, de conserver les preuves des crimes et d'ériger des mémoriaux sur les principaux lieux de massacres. Chaque année, les écoliers et les familles de tout le pays défilent dans ces lieux de mémoire. Les commémorations durent trois mois, d'avril à juillet, avec un mot d'ordre : *« Ibuka », « Souviens-toi ! »* ■ **G. P.**